

Les Retraites

L'évasion fiscale



Attaques sur les retraites

Depuis 20 ans, les réformes successives des retraites n'ont pas réussi à équilibrer financièrement notre système. Comment auraient-elles pu y parvenir ?

- ◆ l'allongement de la durée de cotisation (portée maintenant à 41,5 ans), le recul de l'âge du droit à la retraite (62 ans) et celui de la pension à taux plein (67 ans) ne pouvaient qu'aggraver le chômage, surtout dans une période de crise,
- ◆ dans le même temps, la baisse des pensions était organisée par la prise en compte des 25 meilleures années pour calculer le salaire de référence dans le privé, et par l'indexation des pensions sur les prix au lieu des salaires.

Avec les mesures prévues aujourd'hui (jusqu'à 44 ans de cotisations) :

les travailleurs âgés touchés par le chômage n'atteindront pas la durée de cotisation requise : leur retraite ne sera pas complète.

Il devient de moins en moins envisageable pour une grande partie des salariés de profiter de sa retraite **en bonne santé**. La santé et la dépendance coûteront de plus en plus cher et les retraités pauvres le seront encore plus !

-Chomage, baisse des pensions, recul de l'espérance de vie en bonne santé,

Est-ce cela le progrès ? et la justice sociale ?

Attaques sur le financement des retraites

Il est complètement absurde de vouloir faire travailler les gens plus longtemps, alors que tant de jeunes recherchent un emploi ! "Plus c'est gros, mieux ça passe" ?

Le déficit du régime des retraites (14 milliards en 2012) est dû au chômage de masse, qui supprime autant de cotisants pour

les retraites ; c'est la double peine pour les finances publiques qui doivent aussi payer les allocations de chômage.

+ La source du déficit du régime des retraites, c'est le système économique actuel basé sur les profits et les dérives financières.



Alors quelle solution ?

Faire cotiser ceux qui s'enrichissent de la « crise ». Mettre tous les revenus à contribution. En langage technique: "élargir l'assiette des cotisations". En 2012, les entreprises ont distribué 230 milliards de profits, ce qui représente un "surcoût du capital" de 100 milliards par rapport aux années 1970-1980. Aujourd'hui, 80% des bénéfices nets vont aux actionnaires, contre 30% dans les années 1980. **Faire cotiser les revenus financiers distribués** n'affecte pas la compétitivité puisque la production est déjà vendue.

+ Ce serait donc une mesure de justice sociale et un nécessaire préalable à tout débat sur le financement des retraites (à 60 ans pour le Front de Gauche).

Pour toute information sur le Front de Gauche Issy les Moulineaux, vous pouvez nous contacter par courriel :

front.de.gauche.issy@gmail.com

Le Front de Gauche d'Issy les Moulineaux a bien l'intention de participer activement à la campagne des élections municipales de 2014. Nous publierons, dès la rentrée de septembre, nos points de vue sur les différents sujets locaux qui intéressent les habitants. **N'hésitez pas à nous contacter et même à nous rejoindre.**

L'évasion fiscale : une organisation méthodique

Après les aveux de Jérôme Cahuzac, les téléspectateurs de France 2 ont pu découvrir avec stupéfaction le 12 juin dernier, ce qu'aucun téléspectateur Grec ne pourra désormais connaître ... l'ampleur de la fraude fiscale qui ronge la France et l'Europe, fruit d'une politique délibérée que certains appellent pudiquement : « l'optimisation fiscale ».

Oui, c'est bien la finance qui est au cœur de la crise.

La fraude et l'évasion fiscale en bande organisée ont en effet été encouragées par divers textes législatifs depuis une dizaine d'années, à commencer par le célèbre et sacro-saint principe de libre circulation des capitaux.

Cette politique préméditée n'a qu'un but : permettre aux plus fortunés et aux grandes entreprises de disposer d'un outil supplémentaire d'enrichissement et imbattable, puisque net d'impôt. Le tout organisé industriellement par des cabinets d'avocats et des banques d'affaires cupides et malfaisants.

Hold-up sur les ménages.

En France, chaque année, ce sont 140 milliards d'euros d'évasion fiscale de particuliers mais surtout de grandes entreprises qui sont ainsi soustraits aux budgets publics : plus que le total des recettes de l'impôt sur les sociétés ou encore de l'impôt sur le revenu.

Pour l'Europe entière, 1.000 milliards ! Une honte lorsqu'on voit les efforts insupportables demandés aux peuples européens et notamment aux grecs, aux portugais, aux espagnols, aux chypriotes...

Qui creuse la dette ?

Le manque à gagner pour les services publics est en effet énorme. Et il va une fois de plus servir de justificatif pour encourager de nouvelles réductions dans les budgets publics de l'éducation, de la santé, du logement, de la sécurité, etc... Il va servir aussi à justifier l'accroissement de la pression fiscale sur les foyers les plus modestes comme s'y apprête le gouvernement en augmentant la TVA ou en reculant l'âge de départ en retraite.

L'alternative c'est maintenant !

Pour stopper cette hémorragie, il faut s'en donner les moyens. Par exemple en recrutant massivement des personnels au sein de l'administration fiscale et traquer la pègre financière. Il faut également une vraie réforme de la fiscalité. Rappelons-nous de Jérôme Cahuzac qui affirmait sur France 2 le 7 janvier 2013 : « La réforme fiscale est terminée ». Si le gouvernement ne le dément pas dans les faits, les fraudeurs ont de beaux jours devant eux !

Car des solutions existent ! Eric Bocquet, sénateur Front de Gauche est l'auteur d'un rapport présentant 61 propositions concrètes pour lutter contre l'évasion fiscale (<http://blogs.senat.fr/evasion-fiscale/>). Voté au Sénat l'an dernier, qu'attend l'Assemblée nationale pour se saisir de ce rapport et faire loi ?

Pour le Front de gauche, le changement ne doit plus attendre. L'heure n'est pas au bricolage mais à la réorientation de la politique du pays.

Quelques propositions !

- + établir une liste crédible des paradis fiscaux,
- + exiger la communication de l'identité de tous les ressortissants français détenteurs de comptes dans les paradis fiscaux,
- + donner 12 mois aux banques opérant en France pour fermer leurs filiales dans ces territoires,
- + embaucher sous 12 mois au moins 1000 agents de contrôle fiscal pour renforcer les 5000 vérificateurs actuellement en poste (chacun d'entre eux rapporte 2,3 millions d'euros par an à l'Etat grâce aux redressements fiscaux opérés, soit 40 fois le montant de son traitement),
- + s'engager fortement auprès des organisations internationales (OCDE, ...) en faveur du "reporting par pays" pour les multinationales, seul outil efficace pour lutter contre l'évasion fiscale qui permet à Total, Google, Amazon de ne payer quasiment aucun impôt sur les bénéfices.

LES EXILÉS FISCAUX VONT-ILS RENTRER ?



Quelques chiffres !

- * 140 milliards d'euros d'évasion fiscale par an soit 2 fois le montant de l'actuel déficit public (1000 milliards à l'échelle de l'Europe)
- * 600 milliards d'euros accumulés dans les paradis fiscaux par des particuliers ou des entreprises françaises soit 10 % du patrimoine des français.
- * les banques françaises ont 527 filiales dans les paradis fiscaux dont 360 pour la seule BNP Paribas
- * 200.000 hyper-riches en France (patrimoine supérieur à 10 millions d'euros) sont concernés par l'évasion fiscale.
- * 1 milliard d'euros : la dette fiscale de Google à la France via des surfacturations de filiales.

**FRONT
DE GAUCHE**